



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché public de travaux

**Marché passé par procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et
R. 2123-1 du code de la commande publique.**

Mise en place d'une Gestion Technique
Centralisée (GTC) et de deux pompes à chaleur
sur le site du Centre National d'Entraînement
des Forces de Gendarmerie à Saint-Astier (24).

PR_2023_CNEFG_GTC et PAC

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 19 pages numérotées de 1 à 19

**Commandement des écoles
de la Gendarmerie Nationale**
Groupement de soutien opérationnel des écoles
Bureau budget et administration
Section marché et conventions
2 rue Toufaire
BP 90050
17302 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05.46.88.33.07
smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ.....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Lieu d'exécution des travaux.....	4
1.3 - Organisme responsable du marché.....	4
ARTICLE 2 - PROCÉDURE ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
2.1 - Procédure.....	4
2.2 - Nomenclature.....	4
2.3 - Allotissement.....	5
2.4 - Variantes.....	5
2.5 - Prestations similaires.....	5
ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ.....	5
3.1 - Validité du marché.....	5
3.2 - Durée du marché.....	5
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
4.1 - Les pièces particulières	5
4.2 - Les pièces générales	6
ARTICLE 5 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	6
5.1 - Personne Publique.....	6
5.2 - Titulaire.....	6
5.3 - Décompte et délais.....	7
5.4 - Titulaire étranger.....	7
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE.....	7
6.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre.....	8
6.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre.....	8
6.2.1 - Paiement des sous-traitants.....	8
6.2.2 - Défaillance d'un sous-traitant :	8
ARTICLE 7 - GROUPEMENT.....	9
ARTICLE 8 - FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE.....	9
8.1 - Ordre de service de démarrage.....	9
8.2 - Ordre de service pendant la durée du marché.....	9
8.3 - Information au titulaire.....	9
ARTICLE 9 - DROIT - LANGUE.....	9
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	9
10.1 - Obligations du titulaire.....	9
10.1.1 - Obligation de résultat.....	9
10.1.2 - Connaissance du dossier.....	10
10.1.3 - Obligation de discrétion.....	10
10.1.4 - Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	10
10.2 - Obligation de la personne publique.....	10
10.3 - Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel.....	10
ARTICLE 11 - ASSURANCES ET GARANTIE.....	11
CHAPITRE II - PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	11
ARTICLE 12 - PRIX.....	11
12.1 - Unité monétaire.....	11
12.2 - Forme des prix.....	11
12.3 - Contenu des prix.....	11

12.4 - Révision des prix.....	12
12.4.1 - Index de référence.....	12
12.4.2 - Modalités de la révision.....	12
12.5 - Taux de TVA.....	12
ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	12
13.1 - Formalisme de la demande de paiement.....	13
13.1.1 - Dématérialisation des factures.....	13
13.1.2 - Présentation des factures.....	13
13.1.3 - Répartition des paiements.....	13
13.2 - Délai global de paiement.....	13
13.3 - Récusation.....	13
13.4 - Intérêts moratoires.....	13
13.5 - Avance.....	14
13.6 - Acompte.....	14
13.7 - Cession ou nantissement.....	14
13.8 - Cautionnement ou retenue de garantie.....	14
CHAPITRE III - MODALITÉ D'EXÉCUTION.....	14
ARTICLE 14 - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
14.1 - Accès au site.....	14
14.2 - Le personnel.....	15
14.2.1 - Comportement du personnel.....	15
14.2.2 - Interdictions ou restrictions momentanées.....	15
14.2.3 - Régularité de la situation des personnels employés.....	15
14.3 - Signalisation et sécurisation des chantiers.....	15
14.4 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux.....	15
14.5 - Protection de l'environnement.....	15
14.6 - Prolongation du délai d'exécution.....	16
14.7 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	16
14.8 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	16
ARTICLE 15 - PÉNALITÉS.....	16
15.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	16
15.2 - Pénalités pour retard dans la remise de documents.....	16
15.3 - Pénalités pour non-respect des consignes.....	16
15.4 - Pénalités pour absences aux réunions de chantier.....	17
ARTICLE 16 - FIN D'EXÉCUTION – MODALITÉS DE RÉCEPTION.....	17
ARTICLE 17 - DÉLAI DE GARANTIE.....	17
ARTICLE 18 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	17
18.1 - Résiliation pour faute du titulaire.....	17
18.2 - Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	18
18.3 - Mesures coercitives.....	18
18.4 - Résiliation ouvrant droit à indemnisation.....	18
ARTICLE 19 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	18
19.1 - Recours au médiateur interne.....	18
19.2 - Juridiction compétente.....	19
CHAPITRE IV - DÉROGATIONS.....	19
ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG - TRAVAUX.....	19

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - PRÉSENTATION DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet des travaux d'économie d'énergie sur le site du Centre National d'Entraînement des forces de gendarmerie (CNEFG) à Saint-Astier (24) avec la mise en place d'une Gestion Technique Centralisée (GTC) sur l'ensemble des équipements de chauffage du Centre. Il consiste également en la mise en place de deux (2) pompes à chaleur sur deux (2) chaufferies existantes.

Les chaufferies concernées sont celles des bâtiments 166 et 168.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent CCAP définit les prescriptions administratives régissant le présent marché de travaux.

1.2 - Lieu d'exécution des travaux

Les travaux s'exécuteront dans l'enceinte du Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie :

Centre National d'Entraînement des Forces de gendarmerie
Caserne Général Dupuy
Route du Val de l'Isle
24110 SAINT-ASTIER

1.3 - Organisme responsable du marché

Le Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale (CEGN) – Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles - Bureau Budget Administration - Section Marchés Conventions, agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) par délégation, pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- dépouillement des offres ;
- négociation ;
- notification des résultats ;
- établissement des ordres de service ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

L'organigramme des personnes agissant au nom du RPA, figure en annexe 1 du Règlement de la Consultation (RC).

ARTICLE 2 - PROCÉDURE ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 - Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

2.2 - Nomenclature

Les codes de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) sont pour l'objet principal :

- 45232141-2 : Installation de chauffage ;
- 45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation ;
- 42511110-5 : Pompes à chaleur ;

- 45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques ;
- 45330000-9 : Travaux de plomberie.

2.3 - Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

- lot 1 : mise en place d'une Gestion Technique Centralisée (GTC) ;
- lot 2 : mise en place de deux (2) pompes à chaleur (PAC) sur deux (2) chaufferies existantes.

2.4 - Variantes

Les propositions de variantes seront autorisées à la condition d'apporter et de démontrer une plus-value environnementale. Les variantes ne se substituent pas à l'offre de base.

Elles devront attester d'un retour sur investissement inférieur à quinze (15) ans. Elles devront porter sur des économies d'énergie supplémentaires, sur des adaptations réglementaires prévisibles ou l'atténuation de pollutions potentielles.

2.5 - Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sera engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peuvent dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché public.

ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ

3.1 - Validité du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.
Les travaux débiteront à l'émission de l'ordre de service (OS).

3.2 - Durée du marché

Le délai d'exécution du marché prend effet dès la notification de l'ordre du service prescrivant le démarrage du chantier et comprend les délais d'approvisionnement du matériel, la préparation du chantier et l'exécution des travaux.

La date prévisionnelle de début des travaux est fixée au **23 octobre 2023**. Cette date sera notifiée par un ordre de service.

La durée exécution des travaux sera de quatre (4) mois.

Le délai d'exécution pourra être prolongé par voie d'ordre de service (OS) conformément aux dispositions des articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG Travaux.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 - Les pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- un acte d'engagement (ATTRI), daté et signé par le représentant habilité à engager l'entreprise ;
- les bordereaux de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DGPF) ;
- le règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- les ordres de services ;
- les plans et diagnostics éventuels ;
- l'engagement de confidentialité ;
- l'attestation de visite obligatoire ;
- le planning d'exécution des travaux.

4.2 - Les pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception des offres : le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Travaux (CCAG-TX), approuvé par arrêté du 31 mars 2021.

Nota :

Seuls les originaux détenus par le RPA font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponses, lettres ou autres documents échangés entre le RPA et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

ARTICLE 5 - DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre l'État, représenté par le général commandant des écoles de la gendarmerie nationale à Rochefort (17), ci-après dénommé « le représentant du pouvoir adjudicateur : RPA », et le prestataire retenu suite à la mise en concurrence passée selon une procédure adaptée, ci-après dénommé « le titulaire », dont la dénomination sociale figure sur l'acte d'engagement.

5.1 - Personne Publique

Au sens du cahiers de clauses administratives générales - travaux (CCAG -TX), sont désignés :

- personne publique : le Ministère de l'Intérieur, représenté par le commandant des écoles de la gendarmerie nationale ;
- personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique : le chef du bureau budget administration du CEGN ;
- comptable assignataire des paiements :

Administrateur Général des Finances Publiques
Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du département de la Gironde
Service du Contrôle Budgétaire et Comptable de ministère de l'Intérieur
24 rue de Sourdis BP 908
33 060 BORDEAUX CEDEX

5.2 - Titulaire

Au sens du CCAG-TX, est désigné titulaire la personne physique, habilitée à représenter la société pour les besoins de l'exécution du marché.

Le marché sera attribué soit à une entreprise individuelle soit à un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

L'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier **immédiatement** à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou groupe qui le contrôlent ;
- à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- à son capital social ;
- à son RIB ;
- toute modification importante relative au fonctionnement de l'entreprise.

5.3 - Décompte et délais

Tout délai imparti dans le marché à la personne publique ou au titulaire commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

5.4 - Titulaire étranger

Outre les dispositions précisées au paragraphe 5.2 du présent document, le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation et l'agrément de chaque sous-traitant seront effectués selon les dispositions de l'article R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire reste responsable de la partie sous-traitée de son marché vis-à-vis du RPA. Il reste l'interlocuteur unique de ce dernier et doit, en outre, faire son affaire personnelle de la transmission des ordres, comptes-rendus de chantier et de tous les éléments nécessaires au sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant l'ensemble des pièces listées sur ce cadre. Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle, du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

6.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au RPA :

- une déclaration (DC4) mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
 - la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- un extrait Kbis du sous-traitant ;
- le cas échéant, copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au RPA ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au paragraphe 6.1 du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du RPA gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que le sous-traitant ne peut être autorisé à entrer sur site tant que le DC4 n'est pas signé par l'ensemble des parties.

6.2.1 - Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat du sous-traitant est égal ou supérieur à six-cents (600) € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le RPA, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, selon les modalités de l'article L. 2193-10 du code précité.

Notamment, le RPA doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;
- du titulaire, l'accord total ou partiel sur le paiement demandé ; cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze (15) jours après avoir reçu la demande de paiement du sous-traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

Le RPA adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

6.2.2 - Défaillance d'un sous-traitant :

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que les travaux ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des travaux continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations, sous peine de se voir appliquer des pénalités.

ARTICLE 7 - GROUPEMENT

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement. Dans ce cas, la solidarité est exigée :

- soit du groupement ;
- soit de son mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Néanmoins, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat libre et de membre d'un ou plusieurs groupements.

La composition du groupement devra être présentée lors de la remise de l'offre.

ARTICLE 8 - FORME DES INFORMATIONS ADRESSÉES AU TITULAIRE

8.1 - Ordre de service de démarrage

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-TX, les ordres de service de démarrage des travaux sont préparés, datés et signés par le maître d'ouvrage, une copie est adressée au maître d'oeuvre.

8.2 - Ordre de service pendant la durée du marché

Il est fait application de l'article 3.8.1 du CCAG-TX.

8.3 - Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire des décisions ou autres informations, le RPA prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- échanges dématérialisés ou supports électroniques soit via la PLACE, soit par courriel avec accusé de réception ;
- tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

ARTICLE 9 - DROIT - LANGUE

Le présent marché est régi par les lois et règlements français exclusivement.

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à ses fournisseurs étrangers.

Toutes les correspondances et documentations relatives au marché seront rédigées en français.

Les documents en langue étrangère ne seront pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, conformément aux dispositions de l'article R. 2151-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1 - Obligations du titulaire

10.1.1 - Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

10.1.2 - Connaissance du dossier

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la totalité des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par le RPA.

10.1.3 - Obligation de discrétion

En application de l'article L. 2132-1 du code de la commande publique et conformément à l'engagement de confidentialité, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à sa disposition par la personne publique. L'engagement s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations stipulées dans le présent marché sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causé lors de l'exécution du présent marché.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et torts du contractant, sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

10.1.4 - Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

Constat d'irrégularité :

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par le RPA et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération. S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès du RPA, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Dans tous les cas, ces constats feront l'objet de l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

Les autres obligations du titulaire sont définies aux articles 5 à 9 du CCAG-TX.

10.2 - Obligation de la personne publique

La personne publique s'engage à communiquer toute information et/ou document nécessaire au titulaire pour l'exécution des travaux.

La personne publique s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par la personne publique.

10.3 - Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 11 - ASSURANCES ET GARANTIE

Les stipulations de l'article 8 du CCAG-TX sont applicables.

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier...). Elles devront être transmises à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Le titulaire du marché, ou chacun des co-traitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au RPA ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Si la fin de période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurances de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée de chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie au RPA dans les dix (10) jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, le RPA pourra appliquer les pénalités de retards correspondantes.

CHAPITRE II - PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 12 - PRIX

12.1 - Unité monétaire

Tous les prix spécifiés aux annexes de l'Acte d'Engagement ainsi que ceux mentionnés dans l'ensemble des documents contractuels sont exprimés en euros.

12.2 - Forme des prix

Le marché est traité à prix révisable et forfaitaire pour :

- la fourniture des composants faisant l'objet de ce marché ;
- la main-d'œuvre nécessaire à la pose de ces composants / équipements ;

Les prix sont révisables pendant la durée du marché et conformes à l'acte d'engagement.

Les prix doivent être établis à l'unité réglementaire hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix sont ceux indiqués dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

12.3 - Contenu des prix

Le devis détaillé, établi par l'entrepreneur, décomposera le prix global forfaitaire.

Les quantités et métrés seront établis selon les dimensions réelles de l'ouvrage à réaliser et seront exprimés soit à l'unité (U), soit en mètre linéaire (ml), soit en mètre carré (m2), soit en mètre cube (m3), soit en kilogramme (kg), sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnements, raccord, difficultés de mise en œuvre ou autres.

Les prix établis par l'entrepreneur et portés au regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels et frais de chantier (le cas échéant), de l'observation des avis formulées par le RPA.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres soit **septembre 2023**.

12.4 - Révision des prix

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres appelé « mois zéro » (M0), mois d'établissement du prix initial de l'offre négociée le cas échéant.

12.4.1 - Index de référence

Les index de références (I) choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux du bâtiment (BT) ou indice (TP) publiés au bulletin statistique de l'INSEE.

Index	Identifiant de l'index
BT 40	001710973 : Chauffage central (sauf chauffage électrique) pour les travaux en chaufferie

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, le RPA effectue un règlement provisoire sur la base des dernières références connues puis procède au paiement définitif lors de la publication des valeurs finales qui correspondent aux valeurs réelles de l'exécution des prestations.

12.4.2 - Modalités de la révision

La formule de mise en œuvre est la suivante : $C = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$

- C : prix nouveau
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro (M0), mois d'établissement des prix du marché
- I_n : valeur de l'index du mois d'exécution des prestations

Conformément au CCAG-TX, les coefficients d'actualisation ou de révision sont arrondis au millième supérieur.

12.5 - Taux de TVA

Le taux de TVA applicable au présent marché sera celui-en vigueur.

ARTICLE 13 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-TX.

Outre les mentions prévues à l'article 12 du CCAG-TX, le titulaire devra veiller à ce que la demande de paiement distingue de manière claire et sans ambiguïté possible les éléments suivants :

- le numéro CHORUS ;
- les prestations exécutées par chacun des membres du groupement (en cas de groupement) et les montants correspondants HT ;
- les montants HT des prestations exécutées par le titulaire et ses sous-traitants, en cas de sous-traitance (en cas de TVA auto liquidée, cette dernière mention est obligatoire) ; les montants HT des prestations exécutées sur le marché initial et sur chacun des actes modificatifs, en cas d'actes modificatifs ;

- les prestations exécutées par bâtiment en cas de bâtiments distincts et les montants correspondants.

13.1 - Formalisme de la demande de paiement

Depuis le 1^{er} janvier 2020 l'ensemble des entreprises (microentreprises également) sont soumises à la facturation électronique pour les factures à destination de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs.

13.1.1 - Dématérialisation des factures

Les factures doivent être dématérialisées via l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

13.1.2 - Présentation des factures

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

La facturation doit respecter les mentions indiquées dans le décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique :

De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- le numéro de l'engagement juridique CHORUS référençant le marché et présent sur la première page de l'acte d'engagement communiqué à la notification du marché au titulaire ;
- le numéro de SIRET du SGAMI : 13002032400013 ;
- le numéro d'identification du service (code exécutant qui vous sera communiqué ultérieurement).

13.1.3 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire, mandataire, ses co-traitants et les éventuels sous-traitants déclarés. Dans le cas de la co-traitance un tableau annexé à l'acte d'engagement précisera la part de chacun.

13.2 - Délai global de paiement

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsque la prestation est totalement achevée.

Les règlements interviendront par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants, le cas échéant, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

13.3 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le RPA. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

13.4 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n°2013-269 du 29 mars 2013).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

13.5 - Avance

Une avance de trente (30) % est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique, y compris pour les lots où elle n'est pas obligatoire.

L'avance sera remboursée, dans la mesure du possible, en une seule fois dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra soixante-cinq (65) % du montant du marché. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée après le dépôt de l'offre et avant le seuil des soixante-cinq (65) % de prestations exécutées, l'avance est remboursée en conséquence.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

En cas de résiliation, l'avance sera restituée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la décision.

13.6 - Acompte

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

13.7 - Cession ou nantissement

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le RPA délivrera sans frais, au titulaire, les pièces nécessaires.

13.8 - Cautionnement ou retenue de garantie

Le présent marché ne prévoit aucun cautionnement ou retenue de garantie.

CHAPITRE III - MODALITÉ D'EXÉCUTION

ARTICLE 14 - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

14.1 - Accès au site

L'accès au Centre National d'Entraînement des Forces de Gendarmerie (24) est réglementé. Aussi, afin de permettre l'accès aux chantiers des employés des entreprises appelées à effectuer les travaux, la procédure suivante est appliquée :

- dès réception de la notification du marché, l'entreprise adressera dans les meilleurs délais (minimum 5 jours avant le début des travaux) au CNEFG (coordonnées en annexe 1 du RC), la liste des employés amenés à accéder à la zone militaire ainsi qu'une copie de leur pièce d'identité ;
- pour chaque personnel, devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Chaque personnel sera obligatoirement muni d'une pièce d'identité qu'il déposera quotidiennement au poste de sécurité en échange d'un badge d'accès provisoire et journalier, lui permettant de rentrer sur le site et de se rendre sur le chantier. La pièce d'identité sera conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte de l'unité ;
- tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures.

Des mesures particulières pourraient éventuellement s'appliquer en fonction d'événements exceptionnels ou de règlements de sécurité spécifiques à l'unité concernée. Ce point sera traité lors de la visite du site.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG - TX, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le responsable du site devra en être avisé dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur l'emprise.

Le responsable du site se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société.

14.2 - Le personnel

14.2.1 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

14.2.2 - Interdictions ou restrictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

14.2.3 - Régularité de la situation des personnels employés

Le titulaire du marché s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

14.3 - Signalisation et sécurisation des chantiers

L'entreprise devra assurer la signalisation de la zone de chantier et en interdire l'accès à toutes personnes étrangères à la réalisation des travaux.

Outre la sécurité des employés de chantier et des personnels ou visiteurs, cette signalisation devra permettre d'éviter toute dégradation des travaux effectués et d'assurer à tout moment l'accès au site.

14.4 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à la réception des travaux par le RPA. Il s'assurera de la propreté des lieux immédiats et environnants et veillera à surtout ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

Le nettoyage des zones de travail sera assuré chaque jour, pendant et à la fin de chaque journée. Toutes les protections mises en place pour la durée du chantier seront enlevées et évacuées à la fin du chantier.

14.5 - Protection de l'environnement

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les matériaux, produits et méthodes employés pour la réalisation des travaux doivent être respectueux de l'environnement. Le titulaire s'engage à mettre en place des conditions de réalisation visant à avoir le moindre impact possible sur l'environnement.

D'une façon plus générale, il respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en vertu de l'article 7 du CCAG TX.

14.6 - Prolongation du délai d'exécution

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au RPA ou une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le RPA notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le RPA octroie automatiquement par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

14.7 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

14.8 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG-TX, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, ses sous-traitants intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du RPA en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 15 - PÉNALITÉS

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par la personne publique. Les pénalités sont exonérées de TVA.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros pour l'ensemble du marché.

15.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-TX, une pénalité de cent (100) euros par jour de retard dans les délais de travaux, est applicable au titulaire du marché sans mise en demeure préalable.

15.2 - Pénalités pour retard dans la remise de documents

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par l'entrepreneur, avant, pendant et après exécution, par dérogation à l'article 40 du CCAG-TX, une retenue égale à cent (100) euros par jour de retard sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG-TX sur les sommes dues au titulaire.

15.3 - Pénalités pour non-respect des consignes

En cas de non-respect des consignes contenues dans les comptes-rendus des réunions de chantier, des demandes du RPA, du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, une pénalité de cent (100) euros par constat sera appliquée.

15.4 - Pénalités pour absences aux réunions de chantier

Le titulaire du présent marché est tenu d'assister aux réunions de chantier organisées par le maître d'oeuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur, et de donner sur-le-champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise de chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux réunions de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

Pour toute absence injustifiée à un rendez-vous de chantier ou présence d'une personne insuffisamment qualifiée, le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'imputer une pénalité de cinquante (50) euros.

ARTICLE 16 - FIN D'EXÉCUTION – MODALITÉS DE RÉCEPTION

Les travaux doivent être conformes aux stipulations du marché et à la réglementation en vigueur.

A l'issue des travaux, le responsable du site ou son représentant procède, en présence du titulaire du marché, aux opérations de vérification, préalables à la rédaction d'un procès verbal de réception des ouvrages.

Préalablement à la réception des travaux, le titulaire du présent marché remet au responsable du site conformément à l'article 40 du CCAG-TX :

- les spécifications de pose,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre.

La personne publique dispose de trente (30) jours (article 41 du CCAG-TX) pour formuler des réserves expresses et motivées.

Le titulaire doit lever ces réserves dans les trente (30) jours qui suivent.

Les réserves peuvent porter sur la qualité des travaux réalisés ou des matériaux utilisés.

En l'absence de réserves formulées par la personne publique, la réception définitive des travaux est prononcée.

Un procès verbal de réception des travaux sera dressé contradictoirement entre le titulaire et l'interlocuteur technique pour l'ensemble des travaux.

ARTICLE 17 - DÉLAI DE GARANTIE

Les dispositions de l'article 44 du CCAG - TX sont applicables, à savoir que le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG-TX, d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation, les dispositions du chapitre 49 du CCAG-TX sont seules applicables auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

18.1 - Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-TX avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 11 du présent document, peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;

- en cas de non-respect, par le titulaire ou l'un des co-traitants dans le cas d'un groupement d'entreprise, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-14 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- la mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-TX, le titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ;
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics, fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

18.2 - Résiliation pour motifs d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-TX, l'indemnité de résiliation est fixée à cinq (5) % du montant initial HT du présent marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

18.3 - Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

En application de l'article 52.1 et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-TX, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination de groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le RPA se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après la désignation d'un mandataire non solidaire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnités.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

18.4 - Résiliation ouvrant droit à indemnisation

Conformément à l'article R. 2191-31 du code précité, en cas de résiliation du marché public ouvrant droit à indemnisation, si les parties ne parviennent pas, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnité, le titulaire perçoit, à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé.

ARTICLE 19 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

19.1 - Recours au médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

19.2 - Juridiction compétente

Les litiges éventuels seront régis exclusivement par la législation française.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est le seul compétent pour régler les recours et litiges pouvant opposer le RPA aux titulaires français ou étrangers.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

CHAPITRE IV - DÉROGATIONS

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AU CCAG - TRAVAUX

- l'article 4.1 déroge à l'article 4.1 : ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- l'article 8.1 déroge à l'article 3.8.1 : ordres de service ;
- l'article 14.1 déroge à l'article 31.4.5 : accès site ;
- les articles 15 et 15.1 dérogent aux articles 19.2.1 et 19.2.3 : pénalités de retard ;
- l'article 15.2 déroge à l'article 40 : documents fournis après exécution ;
- l'article 18.1 déroge à l'article 50.3.2 : mise en demeure.